

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21746 - 80ÈME ANNÉE

Conférence de presse de la Plateforme réunionnaise

Crise de l'eau : anticiper et se rassembler pour des propositions réunionnaises

La conférence de presse de la Plateforme réunionnaise a abordé des enjeux majeurs pour La Réunion, notamment la gestion de l'eau. Maurice Gironcel (PCR) a souligné l'importance d'anticiper les crises, rappelant le travail du Parti communiste réunionnais dans la lutte contre la crise climatique et citant l'exemple de Sainte-Suzanne où les investissements font qu'elle est la seule commune de sa région à ne pas connaître de coupures d'eau.

La plateforme réunionnaise rassemble plusieurs partis et mouvements politiques, le Parti communiste réunionnais (PCR), la Fédération de La Réunion du Parti socialiste, Banian, Europe Écologie Les Verts (EELV), Ansanm, et Place Publique.

Cette organisation comprend plusieurs maires représentant leur parti : Maurice Gironcel (PCR) est maire de Sainte-Suzanne, Patrick Selly (Banian) est maire de Saint-Benoît, Olivier Hoarau (Ansamb) est maire du Port et Éricka Bareigts (PS) est maire de Saint-Denis. En tant que premiers magistrats de ces communes, ils sont confrontés aux effets de la sécheresse. Cela se traduit par coupures dans certaines communes, et des restrictions générales dans l'usage de l'eau.

Maurice Gironcel a rappelé que la question du dérèglement climatique est une préoccupation de longue date pour le Parti communiste réunionnais (PCR) et la Plateforme. Il a souligné que cette problématique était déjà présente dans le Plan de survie publié par le PCR en 1975. « Les choses se sont aggravées et si on ne prend pas garde, la situation deviendra encore plus compliquée, comme en témoigne la sécheresse actuelle », a-t-il averti.

« Nous sommes vulnérables »

« Le dernier rapport de Copernicus indique que 2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, avec des vagues de chaleur extrême, des incendies dévastateurs, et une montée rapide du niveau des mers. La Réunion, comme de nombreuses îles, se trouve en première ligne face à ces bouleversements », a-t-il souligné dans un post publié sur Facebook après la conférence de presse, rappelant que « les exemples de Mayotte avec le cyclone Chido et La Réunion avec Belal nous rappellent combien nous sommes vulnérables et non préparés face à ces phénomènes extrêmes ».

L'île traverse actuellement une sécheresse sévère, impactant nos ressources en eau, l'agriculture et la biodiversité. Des secteurs sont déjà privés d'eau, et les réserves s'épuisent à une vitesse alarmante. « Cette crise doit nous pousser à agir, à anticiper et à nous adapter », indiqua Maurice Gironcel.

À Sainte-Suzanne, « nous avons beaucoup investi »

Pour le représentant du PCR, il est crucial d'anticiper et de prévoir des solutions durables. Il a pris l'exemple de Sainte-Suzanne, où aucune coupure d'eau n'a été observée contrairement aux communes voisines. « Nous avons beaucoup investi dans nos infrastructures », a-t-il affirmé, insistant sur le fait que les investissements dans le réseau d'eau potable et d'assainissement sont souvent invisibles, contrairement à la construction d'équipements plus visibles comme les gymnases ou les écoles. « Même si ces investissements ne sont pas politiquement « rentables », ils sont essentiels pour garantir des conditions de vie normales à notre population », a-t-il ajouté. Il a insisté sur le fait que, même en période de sécheresse, l'accès à l'eau potable doit être assuré. Éricka Bareigts, maire de Saint-Denis, a interrogé les

choix d'investissement passés, suggérant qu'ils n'avaient peut-être pas suffisamment pris en compte la problématique de l'eau. Elle a proposé de revoir les priorités budgétaires afin de réallouer les fonds vers des besoins vitaux comme l'eau. « Peut-être qu'il y a des projets à reporter pour rediriger cet argent vers des besoins immédiats et fondamentaux », a-t-elle déclaré.

Maurice Gironcel a indiqué que le Premier ministre a annoncé une conférence nationale sur la politique de l'eau. C'est un pas dans la bonne direction, « mais nous devons aller plus loin ».

la transition écologique. Nous avons besoin de financements complémentaires pour décarboner notre île, protéger notre environnement, et développer des modes de transports doux et collectifs pour réduire la congestion sur nos routes ».

« Le dérèglement climatique est une réalité que nous vivons au quotidien, et il exige une réponse globale et coordonnée. La Plateforme réunionnaise continue de porter ce projet, construit par les Réunionnais, pour les Réunionnais », a conclu Maurice Gironcel avant d'annoncer l'organisation, le 2 mars 2025, de la 6^e édition de la Marche Réunionnaise pour le Climat et la Biodiversité à Sainte-Suzanne.

Marche pour le climat le 2 mars

M.M.

Pour Maurice Gironcel, « Les moyens actuels sont insuffisants pour préserver la biodiversité et accélérer

À Fayard, à Bras Fusil, au Chaudron, à Saint-Denis ou Saint-Louis

Violence et délinquance dans les quartiers : Pourquoi rien ne changera !

Dans un courrier adressé aux médias, le sociologue Arnold Jaccoud rappelle le problème, les responsabilités portées par les représentants de l'autorité publique qui ont un pouvoir et souligne que « le sentiment est que les pouvoirs publics n'ont rien appris. Les épisodes se répètent et les préfets se succèdent... Ne pas résoudre les problèmes hyper connus, c'est les voir se reproduire tôt ou tard. Tant que ces causes existent, aucun changement n'est à espérer ».

Le problème

- Dans le jargon : Quels sont les facteurs psychosociaux qui contribuent à générer la violence sociale des jeunes et constitue l'environnement dans lequel grandissent les jeunes délinquants ? Et plus directement : Qu'est ce qui caractérise les « voyous » qui pourrissent la vie des gens dans les quartiers dits « sensibles » ?

Il est épuisant hélas de répéter et répéter encore ce qui n'est plus un scoop depuis longtemps... Tous les enchaînements de causalité sont connus ! Résumé :

- Ils ne font rien de la journée, n'ont pas d'activité, ne produisent rien, ont abandonné l'école depuis des mois et toute idée de formation. Leur existence est presque entièrement décalée : oisiveté permanente, horaires, vie nocturne, veille et sommeil, consommation de stupés, ils n'ont aucune relation avec les institutions collectives, ni avec les lieux dans lesquels s'inscrit la vie sociale : école, sports, loisirs, culture, clubs, etc. La seule loi qu'ils connaissent est la loi de la rue, les rapports de force, la brutalité verbale et physique.

- Ils vivent dans des familles (et parfois des « familles ») qui subsistent uniquement par le biais de revenus de transferts gérés sous contrôle social, qui ne produisent pas la moindre contrepartie en retour, qui s'inscrivent dans un système communautaire et clanique indéchiffrable, et qui sont fatalement submergées par une impuissance, une ignorance, voire une irresponsabilité éducative fondamentale.

- Dès leur petite enfance, au cours de leur brève existence, ils n'ont eu aucun modèle d'identification « adulte » autre que ceux de la bande des petites frappes du quartier, des caïds délinquants et alcooliques ou ceux que leur fournit la sous-culture en miettes des réseaux dits sociaux.

- Ils sont regroupés dans des ghettos sobrement

intitulés « logements sociaux » où aucun responsable n'apparaît jamais. Leur désaffiliation sociale se nourrit d'une impunité quasi absolue face à la multiplication répétée de leurs actes d'incivilité et de délinquance.

Assemblage inextricable de problèmes, à la fois familiaux – éducatifs – sociaux – économiques – juridiques et judiciaires – culturels – psychologiques et de l'ordre de l'habitat. Auxquels viennent s'ajouter les caractéristiques d'une population immigrée visiblement mal intégrée, considérée globalement comme invasive, abritant et protégeant une quantité incontrôlable de fauteurs de trouble. La population locale se rassure ainsi avec l'explication « d'un déferlement provenant de l'archipel des Comores » dont la culture et les modes d'existence, de parentalité et d'éducation disloquent « le vivre ensemble réunionnais ».

Les responsabilités

Elles sont portées par les représentants de l'autorité publique, détenteurs du pouvoir démocratique institué. Ce pouvoir (la plupart du temps dérisoire) que procure l'élection ne confère à l'évidence en rien la moindre compétence susceptible de résoudre les difficultés d'un territoire et de ses administrés. Pourtant certains le croient...

Les préfets qui se succèdent sont incapables de générer toute action à long terme et les maires généralement dépourvus de connaissances, de compétences et de moyens semblent essentiellement prisonniers des enjeux électoraux propres au renouvellement de leur carrière...

On chercherait en vain une analyse solide et complète de la situation, une écoute attentive des besoins, une ouverture pragmatique réaliste, un recours sérieux et cohérent à des professionnels accomplis et à des ressources avérées, travail inlassable et continu...

Le traitement

L'incapacité à traiter les chaînes de causalité entraîne toujours aux mêmes stratégies : on agit sur les symptômes, les conséquences, les effets ! On ne peut que tenter d'endiguer désordre et violence sociale. Interventions des forces de l'ordre, multiplication des contrôles d'identité, intensification des opérations surprises « place nette », recrudescence des perquisitions domiciliaires, instauration de couvre-feu...

Le sentiment est que les pouvoirs publics n'ont rien appris. Les épisodes se répètent et les préfets se succèdent... Ne pas résoudre les problèmes hyper connus, c'est les voir se reproduire tôt ou tard. Tant que ces causes existent, aucun changement n'est à espérer.

Bien entendu, il faut commencer d'abord par déminer le terrain, assécher le marécage. Radicalement. La répression « tolérance zéro » par élimination durable sans hésitation des leaders du désordre ! Même pas en douceur... D'accord ! Et les forces de l'ordre font leur boulot et le font comme elles peuvent.

Mais croire que la répression et l'intervention sécuritaire constituent la finalité de l'intervention publique, c'est « pisser dans un violon » ! C'est ne jamais aborder, travailler et éliminer les facteurs psychosociaux fondamentaux qui génèrent la violence des jeunes. C'est sans résolution réelle.

Et c'est ce qui se passe depuis... de longues années. À Fayard, à Bras Fusil, au Chaudron, à Saint-Denis ou Saint-Louis, un peu partout... Apaisement temporaire, respiration momentanée en attendant la reprise du cycle répétitif des désordres et de la violence juvénile... L'évolution positive d'un quartier ne peut reposer sur les stratégies purement répressives de ses pathologies sociales ou sur des tentations citoyennes d'autodéfense punitive.

Oui, il faut le répéter encore : tant que les causes persistent, aucun changement n'est à espérer !

Arnold Jaccoud

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

In plan pou rokonstruir Mayotte !!! An dé zan

Mézami gouvèrnman la franss lé apré lanss in plan pou « romète Mayotte doboute ». I paré banna i vé fé sa konm la fé avèk La Katédral Paris mé an pliss gouvèrnman i vé rofé Mayotte an dè zan. Astèr si zot i domann amwin koman i fé in kékshoz an dézan alé oir la pa gingn fé an sinkantan, mi gingn ar pa dir azot koman in n'afèr konmsa lé possib.

Mé gouvèrnman néna in répons é répons-la sé fèr konm la fé pou la katédral Paris san tir larzan dann la kèss La franss mé an domandan bann milyardèr franssé larzan pou rofé Mayotte avèk in stratéji i apèl gagnan-gagnan é k'i profite bann moune rish mé pa tro bann finanss lo péi.

Lo minis loutre mèr, in sèrtin méssyé Vals bien abityé avèk larzan, la done la klé lo sistèm é li la di l'éta va kontourn toute lo bann règloman possib pou gingn fèr la vitèss épi rofé lo péi — pa konm li lété mé an pli nèv, an pli solide pou siporte toute kalité siklone, tyranbléman d'tèr é toute bann katakliss mé pou ariv rokonstruir lo péi.

Pèrsonèlman mwin néna in gran doute la dsi é mèm mwin la fine ékri in modékri pou dir La franss lé pa La chine. Si La chine i gingn fé an kinz zour in gran lopital pou vanj konte lo kovid an dur siouplé, i fo pliss kinz zour pou La franss fé in lopital an toil é lo dur, sirman li l'aprè atann.

Antanssion bann maoré i suiv lafèr konm i suiv dolé dsi l'fé é zot la fine dir in n'afèr éfikass selon zot. Zot la pa bézoin bann lantropriz La Rényon pou ède la rokonstrikssion pars zot i fé pa konfyanss — mé zot i fé konfyanss bann lantropriz La franss é sirtou lo bann métod stil notre Dame de Paris.

Mézami, mi arète tèrla pars noré tro pou dir. Astèr mi invite azot porte atanssion so lèsploi lo gouvèrnman franssé i vé fé — anfin li promète de fèr. Mé di azot bien la promèss lé bon pou sak i kroi, pa pou sak i fé.

A bon antandèr, salu !

Justin